

UNE SESSION SPÉCIALE LEUR SERA ORGANISÉE

Bac 2017 : les absents n'ont pas eu tort !

Rebondissement au sujet des candidats exclus des épreuves du baccalauréat en raison du retard. Le Premier ministre a surpris, vendredi soir, avec son annonce d'organiser une session spéciale du bac au profit de ces candidats. Pourtant, le même jour, la première responsable du secteur affirmait une nouvelle fois que ces retardataires n'avaient aucun justificatif. Benghabrit qui a réussi ses premières épreuves décidera-t-elle de les repasser ou surprendra-t-elle à son tour en jetant l'éponge.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - Les absents n'ont pas toujours tort finalement. Le président de la République vient en tout cas de donner raison aux candidats absents lors des épreuves du baccalauréat. Ces derniers viennent de bénéficier d'une deuxième chance.

Abdelmadjid Tebboune a pris tout le monde au dépourvu en lançant, vendredi soir, à l'APN, que le Président a donné une instruction pour organiser une session spéciale du bac au profit des candidats exclus en raison du retard.

Nouria Benghabrit devait tomber des nues, elle, qui s'est montrée intransigeante sur cette question. La semaine dernière, le ministère de l'Éducation était encore catégorique en déclarant qu'il n'y aura pas de clémence envers les candidats retardataires. La première responsable du secteur a rappelé encore, vendredi, en toute confiance, que

ces derniers n'avaient aucun justificatif à présenter. D'autant que, expliquait-elle, la plupart des retards sont volontaires, provoqués dans le but de tricher. Des candidats attendent en dehors des centres d'examens la publication des sujets sur les réseaux sociaux. Le protocole était rigoureux, mais il s'impose, reconnaît-elle, dans le but de garantir l'égalité des chances entre candidats.

Rien de sorcier pourtant, les épreuves débutaient à 9h, l'heure de l'ouverture des plis des sujets, et les candidats devaient être sur place entre 8h et 8h30. Pourtant, les retards ont été enregistrés même dans les épreuves de l'après-midi. Une poignée de candidats retardataires et pas la plupart, ont crié à l'injustice parce qu'ils étaient sommés d'arriver juste à l'heure pour leur examen. Ce n'est pas la première fois que le gouvernement recule devant les caprices des élèves.



Une seconde chance pour les candidats exclus du bac.

Au début de l'année, la ministre de l'Éducation a annoncé que la réforme du bac sera appliquée cette année. Les élèves ont manifesté, et le bac en trois jours est, depuis, remis aux calendes grecques.

En décembre dernier aussi, Benghabrit a décidé de réduire le nombre de jours des vacances d'hiver de 15 à 10 jours. Les élèves sont sortis dans la rue. A la dernière minute, ils ont bénéficié de 18 jours de vacances, et non pas seulement 15.

Cet énième discrédit envers la ministre de l'Éducation pourrait être pour le secteur dans le cas

où Benghabrit, qui a réussi à donner espoir aux parents d'élève en entamant la réforme du système éducatif, décidera de démissionner. D'ailleurs, sur les réseaux sociaux, les appels à ce sujet sont nombreux. Seule issue, estiment les commentateurs, pour la ministre de l'Éducation de pouvoir garder sa crédibilité.

Retardataires ou
absentéistes ?

La décision d'une session spéciale pour les retardataires était-elle mesurée ? Qui sont les candidats absents volontairement et qui sont les retardataires ? Difficile de le savoir, reconnaît le ministère de l'Éducation. Ce dernier a enregistré 10 156 absences auprès des candidats scolarisés soit un taux de 2,07% sur un nombre total de 491 765 candidats. Cependant, seulement 1 815 se sont déclarés comme étant des retardataires.

Le nombre des absences auprès des candidats libres est de 92 671. Soit un taux de

34,22% sur un nombre total de 270 000 candidats.

Comment se déroulera
l'opération ?

Techniquement, l'opération est très compliquée. Le recours aux sujets de substitution est impossible, les sujets étant déjà ouverts. Il faudra mobiliser une équipe pour au moins une vingtaine de jours pour préparer de nouveaux sujets, en isolement.

Le ministère de l'Éducation s'apprête à organiser deux concours dont l'un le 29 juin et l'autre en juillet. Après ça, les enseignants devront partir en congé. Pourra-t-il les mobiliser une nouvelle fois pour la surveillance et la correction ? Plus de 2 500 centres d'examens ont été mobilisés pour ces épreuves.

Le ministère de l'Éducation ne pourra pas ouvrir tous ces centres pour quelques candidats. Comment s'organisera le ministère de l'Éducation pour réunir ces candidats dispatchés ?

S. A.

La seconde session du baccalauréat
diversement appréciée

M. Idir Achour, porte-parole du Conseil des lycées d'Algérie (CLA) : «C'est la plus grande honte pour le secteur de l'éducation. Les décisions politiques priment sur les méthodes pédagogiques, alors que le secteur doit être autonome là-dessus. Nous aimerions savoir qui est ce bras long qui est intervenu pour que cela puisse se faire. L'an dernier, une dizaine de lycéens bloqués dans les encombrements causés par un cortège ministériel n'ont pas passé leurs examens et aucun des gouvernants n'a pensé à leur faire passer leurs examens en seconde session. Sachez que nous sommes contre cette décision et que nous tiendrons un conseil national, d'ici la semaine prochaine, suite auquel nous prendrons une décision par rapport à la question.»

M. Meziane Meriane, président du Syndicat national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Snapest) : «Nous aurions aimé que le gouvernement laisse l'éducation donner des leçons de rigueur, afin que cela se répercute, comme effet boule de neige, sur le respect des lois de la République. Nous espérons que cela ne se reproduira pas l'an prochain car beaucoup vont profiter de ça pour repasser en recalage. L'an dernier, l'Etat

n'a pas cédé aux retardataires. Nous demandons à ce que la deuxième session se fasse pour tout le monde, après l'affichage des résultats, ainsi, même les recalés pourront se rattraper.»

M. Seddik Chihab, porte-parole du parti Rassemblement national démocratique (RND) : «Cette question, distinctement appréciée, donne une seconde chance aux élèves. Seulement, sur le plan de la gestion, de la pédagogie et de l'éthique, cela reste à débattre. Globalement, il est toujours bon d'offrir une seconde chance à ceux qui n'ont pas pu être à l'heure.»

M. Hamid Ferhi, coordinateur national du Mouvement démocratique et social (MDS) : «Si une deuxième session de l'examen du baccalauréat doit se tenir, elle ne doit pas se faire uniquement pour les élèves retardataires, mais également pour l'ensemble des élèves qui n'auront pas eu leur examen, dans le but de rationaliser les efforts de l'éducation nationale.»

M. Boualem Amoura, secrétaire général du Syndicat autonome des travailleurs de l'éducation et de la formation (Satef) : «Au moment où M^{me} la ministre se démène pour rendre à l'examen du baccalauréat sa notoriété et sa crédibilité, le jour même où elle annonce qu'elle

n'organisera pas une session pour les retardataires, voilà qu'une décision prise en haut lieu, accorde une deuxième session pour les élèves arrivés en retard. [...] Puisque nous encourageons la médiocrité et la paresse, le Satef exige la levée des sanctions contre tous les travailleurs qui se sont absents (justifiées ou pas) en leur rendant la prime de rendement, la suppression de la ponction sur salaire et le blâme dans leurs dossiers. Le SATEF exige aussi qu'il soit permis aux candidats libres absents de participer à la deuxième session. C'est cela aussi l'équité et la justice sociale pour ne pas dire le populisme ! Encore une fois, la crédibilité du bac a été souillée. Des revanchards n'ont pas réussi à discréditer l'examen du bac par des fuites de sujets et voilà qu'on le discrédite par voie officielle. [...] Ce n'est pas de cette manière que l'Algérie ira vers une école de qualité ! [...] Au moment où on devrait parler d'indicateurs clés de performance dans nos écoles, on encourage l'incompétence et la médiocrité et nous éduquons nos enfants à la paresse et à la fraude ! Le Satef ne peut et ne veut cautionner une telle décision et nous portons à la connaissance de l'opinion publique que nous n'avons pas été associés à cette décision.»

Mounira Amine-Seka

PROJET DE LOI SUR
LES TÉLÉCOMMUNICATIONSLa fédération des PTIC
mobilise ses troupes

Une assemblée générale des cadres syndicaux de la Fédération des travailleurs de la poste et des nouvelles technologies affiliée à l'UGTA se tiendra avant la fin de la semaine prochaine, a-t-on appris de source syndicale sûre. A l'ordre du jour : «Débattre de la situation syndicale qui prévaut au sein du secteur».

Le devenir du secteur à la lumière du projet de loi portant réforme du secteur des PTIC, la crise qui couve au sein du syndicat d'Algérie Télécom ou encore la mise à l'écart des représentants des travailleurs lors de la cérémonie portant installation du nouveau directeur général d'Algérie Poste, sont les principaux points qui seront débattus lors de cette réunion organique qui se tiendra au siège de la centrale syndicale.

D'après des sources syndicales, les représentants des travailleurs des différentes entités économiques relevant du département de la poste, de la communication et du numérique, plaideront pour une «redéfinition de la nature de la relation entre le syndicat et le département de tutelle». Certains d'entre eux que nous avons contactés nous ont fait part de leur «détermination à faire face à toutes formes de tentatives d'intimidation et de mépris qui seront affichées à l'égard du monde syndical». Pour eux, la première responsable du département a «violé le principe de partenariat» avec le partenaire social. Pour notre fédération, «il s'agit d'une ligne rouge à ne pas franchir, d'où l'urgence de l'organisation de cette réunion et lors de laquelle des décisions seront prises à cet effet».

A. Bettache